

ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE
DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN
ACCADEMIA SVIZZERA DELLE SCIENZE MEDICHE

Directives et recommandations d'éthique
médicale de l'Académie suisse des sciences
médicales



Préface à l'édition nouvelle 1989

La grande demande a rendu nécessaire une nouvelle édition des directives et recommandations d'éthique médicale. Dans cette nouvelle édition, le texte de novembre 1981 a été repris avec deux exceptions:

- Les Directives pour la définition et le diagnostic de la mort qui ont été ratifiées par le Sénat dans une nouvelle version en mai 1983.
- Le paragraphe III/3 du commentaire des «Directives concernant l'euthanasie» a été remplacé après ratification par le Sénat en juin 1988.

Prof. B. Courvoisier
Président de la Commission centrale
d'éthique médicale de l'Académie

Prof. A. Pletscher
Président de l'Académie Suisse
des Sciences Médicales

Mars 1989

Ces recommandations
peuvent être obtenues auprès du:

Secrétariat de
l'Académie Suisse
des Sciences Médicales
Petersplatz 13
4051 Bâle

Introduction

L'éthique médicale couvre un domaine très vaste; elle soulève des problèmes toujours nouveaux. Les décisions éthiques demandent aussi bien des réflexions scientifiques que des prises de position pratiques. Une étroite collaboration entre l'*Académie suisse des sciences médicales* et la *Fédération des médecins suisses* est nécessaire et s'est révélée efficace. En effet, le médecin est intimement lié par les principes éthiques de son pays et de son temps. Son attitude et ses capacités professionnelles lui permettront de saisir dans toute son humanité son malade, un être qui souffre dans son corps ou dans son âme. Les directives et recommandations médicales doivent aider médecins et chercheurs dans leur activité. L'Académie suisse des sciences médicales a publié de 1969 à 1976 trois directives («Directives pour la définition et le diagnostic de la mort» 1969, «Directives pour la recherche expérimentale sur l'homme» 1970, «Directives concernant l'euthanasie» 1976). Elle s'est préoccupée ces dernières années d'autres questions d'éthique médicale. De 1978 à 1980, plusieurs sous-commissions ont étudié des problèmes importants qui, dès novembre 1979, ont été soumis à une discussion approfondie au sein d'une Commission centrale d'éthique médicale. Ces travaux ont trouvé leur expression dans un symposium: «*Éthique et médecine – Le respect du malade face aux progrès de la médecine*» (Bâle, 28/29 mars 1980). Des philosophes, des théologiens, des juristes, des psychologues, des médecins spécialisés en diverses branches, des représentants du corps médical suisse et des infirmières, ont exposé et discuté des problèmes et des directives d'éthique médicale, et leurs conséquences pour le médecin.

Les recommandations d'éthique médicale ont été ensuite approuvées par la Commission centrale d'é-

thique médicale de l'ASSM dans ses séances des 18 novembre 1980 et 24 février 1981, et présentées au Sénat de l'Académie. Ces recommandations et directives, approuvées le 17 novembre 1981 en seconde lecture par le Sénat et reproduites ici, sont les suivantes:

1. Directives pour l'organisation et l'activité de la Commission centrale d'éthique médicale de l'ASSM (p. 3).
2. Directives pour la recherche expérimentale sur l'homme (p. 6).
3. Directives concernant l'euthanasie (p. 12).
4. Recommandations d'éthique médicale pour les transplantations (p. 19).
5. En annexe à 4: Directives pour la définition et le diagnostic de la mort (p. 21).
6. Recommandations d'éthique médicale sur l'insémination artificielle (p. 26).
7. Recommandations d'éthique médicale pour la stérilisation (p. 28).

*Prof. O. Gsell, président de la Commission centrale d'éthique médicale de l'Académie,
Prof. R.-S. Mach, Prof. A. Cerletti,
présidents de l'Académie suisse des sciences médicales.*

17 novembre 1981

Recommandations d'éthique médicale sur l'insémination artificielle

1. Les recommandations qui suivent concernent l'insémination dite «artificielle», qui est celle effectuée au moyen du sperme d'un donneur anonyme. Elles sont conformes à la *Résolution du Conseil de l'Europe du 29 décembre 1978*. L'insémination artificielle ne peut se faire que sous la responsabilité du médecin qui fait l'intervention. Le médecin ne doit pas seulement se laisser guider par des considérations médicales, mais il s'assurera autant que possible que de bonnes garanties existent que *l'enfant à naître ait des conditions de vie favorables*.
2. Du *sperme* ne peut être utilisé pour insémination artificielle que si le donneur a donné son consentement par écrit. On ne procédera, d'autre part, à une insémination artificielle qu'avec l'accord par écrit de la femme à inséminer et celui de son mari, si elle est mariée, ou du partenaire non occasionnel.
3. Le médecin ou l'institution médicale qui reçoit du sperme humain aux fins d'une insémination artificielle ne peut y procéder qu'après avoir fait les *recherches et les examens nécessaires* chez le donneur pour éviter que des maladies héréditaires ne soient transmises au futur enfant ou que des maladies contagieuses ou d'autres risques n'atteignent la mère ou l'enfant. Au besoin, on recourra aux instituts de génétique humaine des facultés de médecine. Le sperme d'un même donneur ne doit pas être employé fréquemment dans le même endroit (pour éviter la consanguinité, etc.).
4. Le médecin, sous la responsabilité duquel une *insémination artificielle* est effectuée, choisira

- dans la mesure du possible un donneur dont l'enfant puisse avoir l'apparence d'un enfant du couple concerné.
5. Le médecin et le personnel d'une institution médicale qui recueillent du sperme et le médecin qui effectue une insémination artificielle sont tenus au secret, tant sur l'identité du donneur et de la femme inséminée que sur l'insémination elle-même. La femme et son mari ne doivent pas savoir qui est le donneur, et réciproquement; le donneur ne doit pas non plus être une connaissance de la femme ou de son mari. Le médecin s'abstiendra de procéder à une insémination artificielle s'il paraît peu probable que le secret soit conservé.
 6. Le sperme doit être *donné gratuitement*. Le donneur pourra toutefois être défrayé de sa perte de temps et de gain, de ses frais de déplacement et de ses autres débours en rapport direct avec le don du sperme. La personne physique ou l'organisation publique ou privée qui met à disposition du sperme pour insémination artificielle ne doit pas le faire dans un esprit de profit.

17 novembre 1981